



Exercice 2019/2020

Comptes semestriels consolidés

Comptes semestriels consolidés résumés en normes IFRS

I - Bilan consolidé

Actif (exprimés en milliers d'euros)	Note	31/03/2020*	30/09/2019
Actifs non courants			
Goodwills	6	5 997	5 997
Immobilisations incorporelles	6	611	1 746
Immobilisations corporelles	7	28 872	27 935
Droits d'utilisation*	8	3 488	-
Immeubles de placement		336	336
Actifs financiers disponibles à la vente		20	20
Autres actifs financiers		1 165	1 023
Participations dans les entreprises associées		107	64
Impôts différés - actif		45	46
Total actifs non courants		40 641	37 167
Actifs courants			
Stocks		15 126	15 460
Clients et autres débiteurs	9	20 687	30 645
Actifs d'impôts exigibles		136	35
Autres actifs courants		5 650	6 715
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	8 827	6 333
Total actifs courants avant actifs détenus en vue de la vente		50 426	59 188
Actifs destinés à être cédés		-	-
Total actifs courants		50 426	59 188
Total actifs		91 067	96 355

* L'application de la norme IFRS 16 AU 1^{er} octobre 2019 a conduit à comptabiliser des « Droits d'utilisation » et des « Dettes de locations ». Les comptes antérieurement publiés n'ont pas été retraités consécutivement à l'application de l'approche rétrospective simplifiée.

Capitaux propres et passifs (exprimés en milliers d'euros)	Note	31/03/2020*	30/09/2019
Capitaux propres			
Capital émis		14 808	14 808
Primes d'émission			
Résultats accumulés non distribués et autres éléments du résultat global		47 296	45 806
Résultat net (Part du groupe)		(3 031)	1 462
Capital émis et réserves attribuables aux porteurs de capitaux propres de la société mère		59 073	62 076
Intérêts ne donnant pas le contrôle		190	244
Total capitaux propres		59 263	62 320
Passifs non courants			
Emprunts portant intérêt	12	5 569	5 905
Dettes de location*	13	2 094	
Provisions		369	374
Passifs liés aux avantages au personnel	14	2 625	3 042
Passifs d'impôts différés		605	655
Total passifs non courants		11 262	9 976
Passifs courants			
Emprunts portant intérêt	12	4 383	6 626
Provisions		895	848
Fournisseurs		7 495	9 459
Passifs d'impôts exigibles		10	181
Dettes de location*	13	1 278	-
Autres passifs courants	15	6 481	6 945
Total passifs courants avant passifs liés aux activités destinées à être cédées		20 542	24 059
Passifs destinés à être cédés			
Total passifs courants		20 542	24 059
Total passifs		31 804	34 035
Total capitaux propres et passifs		91 067	96 355

* L'application de la norme IFRS 16 AU 1^{er} octobre 2019 a conduit à comptabiliser des « Droits d'utilisation » et des « Dettes de locations ». Les comptes antérieurement publiés n'ont pas été retraités consécutivement à l'application de l'approche rétrospective simplifiée.

Compte de résultat en normes IFRS

Compte de résultat (exprimés en milliers d'euros)	Note	31/03/2020* (6mois)	31/03/2019 (6mois)
Ventes de biens et services	5	44 530	46 562
Produits des activités ordinaires		44 530	46 562
Autres produits de l'activité			
Achats consommés		(15 459)	(16 260)
Charges de personnel		(16 874)	(16 734)
Charges externes*		(11 633)	(13 371)
Impôts et taxes		(1 420)	(1 544)
Amortissements, provisions et pertes de valeur*		(2 912)	(1 602)
Variations des stocks de produits en cours et finis		(208)	(34)
Autres produits et charges d'exploitations		530	(54)
Résultat opérationnel courant		(3 446)	(3 037)
Perte de valeurs	16	-	(94)
Autres produits et charges opérationnels	16	451	276
Résultat opérationnel		(2 995)	(2 855)
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		-	-
Coût de l'endettement financier brut*		(89)	(96)
Coût de l'endettement financier net		(89)	(96)
Autres charges financières et produits financiers*		(161)	8
Résultat financier		(250)	(88)
Impôt sur le résultat	17	136	(293)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	18	44	30
Résultat net avant résultat des activités abandonnées		(3 065)	(3 206)
Résultat net des activités abandonnées		-	-
Résultat net consolidé		(3 065)	(3 206)
Intérêts ne donnant pas le contrôle		34	32
Résultat net part du groupe			
Résultat net (Part du groupe)		(3 031)	(3 174)
Résultat par action en (euros)		(2,93)	(3,01)
Résultat dilué par action (en euros)		(2,66)	(2,79)
Nombres d'actions		1 035 531	1 052 936
Nombres d'actions diluées**		1 139 062	1 139 062

* Les comptes au 31 mars 2020 sont établis en application de la norme IFRS 16 : méthode rétrospective simplifiée sans retraitement de l'exercice comparatif.

** Nombre d'actions prenant en compte les actions auto-détenues.

Etat du résultat global (chiffres exprimés en milliers d'euros)	31/03/2020*	31/03/2019
Résultat net consolidé	(3 065)	(3 206)
Éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat		
Ecarts actuariels	504	39
Impôts différés relatifs aux éléments de résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat	(126)	(11)
Éléments du résultat global susceptibles d'être reclassés en résultat		
Ecarts de conversion	(249)	(63)
Retraitement swap de fixation de taux d'intérêt		
Impôts différés relatifs aux éléments susceptibles d'être reclassés en résultat		
Total des autres éléments du résultat global	129	(35)
Résultat global de la période	(2 936)	(3 241)
Dont part du groupe	(2 902)	(3 209)
Dont part ne donnant pas le contrôle	(34)	(32)

* Les comptes au 31 mars 2020 sont établis en application de la norme IFRS 16 : méthode rétrospective simplifiée sans retraitement de l'exercice comparatif.

II - Tableau des flux de trésorerie en normes IFRS

Tableau des Flux de Trésorerie (chiffres exprimés en milliers d'euros)	31/03/2020* (6 mois)	31/03/2019 (6 mois)
Résultat avant impôt	(3 166)	(2 945)
Résultat des activités abandonnées	-	-
Intérêts ne donnant pas le contrôle dans le résultat des sociétés intégrées	(34)	-32
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	(44)	(30)
Dotations aux amortissements et provisions*	2 827	2 236
Reprises amortissements et provisions	(468)	(4 324)
Résultat sur cessions d'actifs immobilisés	(16)	3 674
Produits financiers	-	-
Charges financières	100	88
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie	(1)	-
Impôt sur les résultats payé	(318)	(121)
Variation du besoin en fonds de roulement de l'activité	8 547	6 111
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	7 427	4 721
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	(3 016)	(1 249)
Cessions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	354	2 240
Acquisitions d'actifs financiers	(135)	(341)
Dette sur acquisition d'immobilisation	(32)	-
Réductions d'actifs financiers	67	124
Intérêts reçus	-	-
Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie acquise	-	-
Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée	-	-
Flux de trésorerie en provenance des activités d'investissement	(2 762)	774
Augmentation / diminution de capital	-	-
Emissions d'emprunts	1 044	294
Remboursements d'emprunts*	(2 481)	(2 310)
Intérêts versés	(100)	(92)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	0	-
Dividendes versés aux intérêts ne donnant pas le contrôle	(20)	(29)
Dividendes reçus des entreprises associées	5	5
Flux de trésorerie en provenance des activités de financement	(1 557)	(2 132)
Ecarts et variations de conversion	(77)	18
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	3 030	3 381
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'ouverture	5 343	1 285
Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture	8 372	4 666
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	3 030	3 381

* Les comptes au 31 mars 2020 sont établis en application de la norme IFRS 16 : méthode rétrospective simplifiée sans retraitement de l'exercice comparatif.

Variation du Besoin en Fonds de Roulement (Chiffres exprimés en milliers d'euros)	31/03/2020 (6 mois)	31/03/2019 (6 mois)
Variation des stocks	243	(338)
Variation des créances	10 612	6 435
Variation des dettes	(2 308)	14
Variation de Besoin en Fonds de Roulement	8 547	6 111

III - Tableau de variation des capitaux propres en normes IFRS

(Chiffres exprimés en milliers d'euros)

Variation	Capital	Résultat du groupe	Réserves non distribuées	Capitaux propres attribuables aux actionnaires de la mère	Intérêt ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Situation nette au 30/09/2018	14 808	(3 409)	50 541	61 940	263	62 203
Affectation du résultat		3 409	(3 409)	-	-	-
Dividendes versés au titre de l'exercice				-	(29)	(29)
Résultat de la période du 01/10/2018 au 31/03/2019		(3 174)		(3 174)	(32)	(3 206)
Variation des actions propres			(224)	(224)		(224)
Variation de périmètre				-		-
Ecart actuariel			(28)	(28)		(28)
Variation écart de conversion et autres			30	30	1	31
Situation nette au 31/03/2019	14 808	(3 174)	46 910	58 544	203	58 747
Situation nette au 30/09/2019	14 808	1 462	45 806	62 076	244	62 320
Transition IFRS 16*						
Au 1er octobre 2019	14 808	1 462	45 806	62 076	244	62 320
Affectation du résultat		(1 462)	1 462	-	-	-
Dividendes versés au titre de l'exercice				-	(20)	(20)
Résultat de la période du 01/10/2019 au 31/03/2020		(3 031)		(3 031)	(34)	(3 065)
Variation des actions propres			(101)	(101)		(101)
Variation de périmètre				-		-
Ecart actuariel			378	378		378
Variation écart de conversion et autres			(249)	(249)		(249)
Situation nette au 31/03/2020*	14 808	(3 031)	47 296	59 073	190	59 263

* Les comptes au 31 mars 2020 sont établis en application de la norme IFRS 16 : méthode rétrospective simplifiée sans retraitement de l'exercice comparatif.

IV - Annexe aux états financiers consolidés en normes IFRS

Note 1. - Généralités

En date du 24 juin 2020, le conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de Signaux Girod S.A. pour le semestre se terminant le 31 mars 2020.

Signaux Girod est une société anonyme cotée à Euronext Paris (compartiment C) immatriculée en France. La société et ses filiales sont ci-après dénommées « le groupe » ou « le groupe Signaux Girod ».

Les états financiers consolidés semestriels résumés au 31 mars 2020 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales, ainsi que les intérêts du groupe dans les entreprises associées.

Note 2. - Base de préparation des états financiers

IV-1 - Base de préparation

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du groupe Signaux Girod sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union Européenne.

Les états financiers consolidés semestriels du groupe Signaux Girod, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale IAS 34 (« Information financière intermédiaire »). Ils sont établis selon le principe de continuité d'exploitation, et selon la convention du coût historique sauf exception explicitée. Les états financiers sont présentés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

Les états financiers consolidés semestriels résumés ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du groupe au 30 septembre 2019.

Les états financiers consolidés du groupe pour l'exercice clos le 30 septembre 2019 sont disponibles sur demande au siège de la société, 881 Route des Fontaines, 39401 BELLEFONTAINE, ou sur le site internet www.girod-group.com.

IV-2 - Méthodes comptables

Les règles et méthodes comptables appliquées pour la préparation des états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos au 30 septembre 2019 à l'exception des normes, amendements et interprétations adoptés par l'union européenne et d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2019.

Le groupe n'a appliqué par anticipation aucune autre norme, interprétation ou amendement parus au Journal Officiel de l'Union européenne au 31 décembre 2019. Par ailleurs, les comptes consolidés du groupe ne tiennent pas compte des nouvelles normes, amendements et interprétations non encore adoptés par l'Union européenne au 31 décembre 2019.

L'exercice 2019/2020 est l'exercice de première application de la norme IFRS 16 (Contrats de location).

La norme IFRS 16 conduit à comptabiliser au bilan des preneurs la plupart des contrats de location selon un modèle unique, sous la forme d'un droit d'utilisation de l'actif et d'une dette de location (abandon pour les preneurs de la classification en contrats de location simple ou contrats de location financement).

Le Groupe a choisi de présenter les actifs au titre de droits d'utilisation séparément des autres actifs et les dettes de location, séparément des autres passifs dans l'état de la situation financière.

Les charges liées aux contrats de location qui étaient classés auparavant comme des contrats de location simple et qui étaient présentées dans les charges externes sont retraitées avec l'application d'IFRS 16 et remplacées par une dotation aux amortissements du droit d'utilisation et des charges financières.

Alors que les paiements au titre des contrats de location simple étaient présentés dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, ces paiements de loyers sont désormais divisés en sorties de trésorerie se rapportant à la charge d'intérêts sur la dette de loyer et au remboursement de cette dette de loyer. Le Groupe présente le remboursement du principal de l'obligation locative et les intérêts payés dans les flux de trésorerie liés aux activités de financement.

Le Groupe en tant que preneur est principalement engagé dans des baux immobiliers et des locations de véhicules ou matériels informatiques. Les contrats sont généralement conclus pour une durée comprise entre 3 et 9 années pour l'immobilier, 2 et 9 années pour les véhicules, et 5 et 6 années pour le matériel informatique.

Le groupe a choisi d'appliquer la norme IFRS 16 selon la méthode rétrospective simplifiée consistant à comptabiliser l'effet cumulatif de l'application initiale en considérant que l'actif au titre du droit d'utilisation est égal au montant des dettes de loyer, ajusté du montant des loyers payés d'avance et des avantages reçus des bailleurs.

En application de ces dispositions, les données comparatives relatives à l'exercice 2018/2019 qui sont présentées en regard des données de l'exercice 2019/2020 ne sont pas retraitées.

Pour les contrats en vigueur à la date de première application, le Groupe a choisi d'appliquer la mesure de simplification permettant de ne pas appliquer IFRS 16 aux accords qui n'étaient auparavant pas identifiés comme des contrats de location au sens d'IAS 17 et d'IFRIC 4.

Les loyers des contrats correspondant à des actifs de faible valeur unitaire (seuil défini à 5 000 dollars US ou €) ou à une location de courte durée (inférieure à 12 mois) ont été comptabilisés directement en charges. Pour la période de 6 mois au 31 mars 2020, le groupe a comptabilisé en charges de locations d'actifs de faible valeur, d'actifs avec des contrats court terme et des charges de loyers variables pour 379 K€.

Par ailleurs, les mesures de simplification suivantes offertes par la norme IFRS 16 ont été appliquées à la date de transition :

- Les contrats avec une durée résiduelle inférieure à 12 mois à compter du 1er octobre 2019 ne donnent pas lieu à la comptabilisation d'un droit d'utilisation et d'une dette de loyer ;
- Les taux d'actualisation appliqués à la date de transition sont basés sur le taux d'emprunt marginal du Groupe auquel est ajouté un spread pour tenir compte des environnements économiques spécifiques à chaque pays : par simplification, il a été retenu un taux d'actualisation unique, la très grande majorité des contrats de location étant localisés en France.
- Les coûts directs initiaux ont été exclus de l'évaluation du droit d'utilisation pour contrats de location simple en vigueur à la date de transition ;
- Au lieu de procéder à un test de dépréciation des actifs liés au droit d'utilisation à la date de transition, le Groupe s'est appuyé sur son évaluation des contrats de location déficitaires en application des principes d'IAS 37 ;
- Le Groupe a utilisé le bénéfice du recul pour déterminer la durée des contrats de location contenant des options de prolongation ou de résiliation.

Pour les contrats de location précédemment classés en contrats de location-financement, le droit d'utilisation et la dette de location sont évalués en date de transition aux mêmes montants qu'en vertu de la norme IAS 17 à la date de première application.

L'application d'IFRS 16 a nécessité l'exercice du jugement, notamment en ce qui concerne :

- La définition d'un contrat de location ;
- La détermination de la durée de la location qui prend en compte l'exercice des options de résiliation ou de renouvellement lorsque le Groupe est raisonnablement certain de les exercer ;
- La détermination du taux d'emprunt marginal qui a été calculé en prenant en compte la durée résiduelle des contrats en date de première application.

A la date de transition, le taux d'emprunt marginal moyen pondéré appliqué aux passifs liés aux contrats de location comptabilisés conformément à IFRS 16 est de 2 %.

Un rapprochement du total des engagements au titre des contrats de location simple au 30 septembre 2019 et des dettes de location comptabilisées au 1er octobre 2019 a été effectué de la manière suivante :

Engagements hors bilan au 30/09/19 de location simple	3 613
Contrats bénéficiant d'une exemption :	
- Location d'actifs de faible valeur	(67)
- Locations de courte durée	(249)
Part service	(337)
Autres différences	(357)
Dettes de location liée aux contrats de location simple au 01/10/19	2 603
Dettes de location liée aux contrats de location financement au 01/10/19	1 218

Le groupe ayant choisi, conformément à la norme, pour chaque contrat de location, d'évaluer l'actif au titre du droit d'utilisation au montant de l'obligation locative, ajusté du montant des loyers payés d'avance ou à payer qui étaient comptabilisés dans l'état de la situation financière relativement à ce contrat de location immédiatement avant la date de première application, aucun impact de la première application d'IFRS 16 n'est à constater sur le bilan d'ouverture à l'exception du reclassement des actifs et des dettes comptabilisés liés aux contrats de locations financement existants au 30 septembre 2019.

La note 8 « Droits d'utilisation » et la note 13 « Dettes de location » présentent les variations entre l'ouverture et la clôture du semestre, leur décomposition ainsi que la ventilation des dettes entre courant et non courant.

IV-3 - Recours à des jugements et des estimations

Pour établir ses comptes, le groupe Signaux Girod procède à des jugements et des estimations et fait des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, des produits et des charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Le groupe Signaux Girod revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles. Les règles en matière d'estimations et de jugements n'ont pas évolué de manière significative par rapport au 30 septembre 2019. Les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et de jugements au 31 mars 2020 sont les suivants :

- la dépréciation des stocks et des créances douteuses ;
- les provisions ;
- les dépréciations des immobilisations incorporelles, corporelles et des Goodwills ;
- les impôts différés ;
- les actifs et passifs financiers ;
- les passifs liés aux avantages au personnel.

Note 3. - Evènements de la période

Le contexte de crise sanitaire du Covid-19, a contraint notre groupe à réduire, voire arrêter son activité dès l'annonce gouvernementale de confinement. Nous avons mis en place des mesures de chômage partiel et de télétravail sur l'usine et ses filiales. A l'international, les filiales ont utilisé ces mêmes mesures.

Les projets d'ERP engagés ont pu être poursuivi pendant cette période.

L'impact de cette crise sur la situation de liquidité est maîtrisé. Nous avons renégocié les dettes sociales et financières.

L'arrêt brutal de l'activité a provoqué une baisse du chiffre d'affaires de l'ordre de 3.4 M€ et une perte d'exploitation d'environ 950 K€ sur le mois de mars 2020.

Note 4. - Saisonnalité de l'activité

L'activité du groupe est saisonnière.

La signalisation verticale connaît, pour l'ensemble des sociétés du groupe, une baisse d'activité importante sur le début de l'année civile compte tenu du cycle budgétaire des collectivités. L'activité retrouve normalement son plein régime à partir de mai et juin.

La signalisation horizontale est soumise au même cycle que la signalisation verticale avec une contrainte supplémentaire de conditions climatiques satisfaisantes pour l'application des produits sur la chaussée (humidité, température).

L'activité de mobiliers de fleurissement, quant à elle, réalise l'essentiel de son chiffre d'affaires sur la période « printemps-été ».

Cette année, la crise économique découlant de cette pandémie bouleverse la reprise habituelle d'activité.

Note 5. - Informations sectorielles

L'information sectorielle reflète la vue du management et est établie sur la base du reporting interne utilisé par le Principal Décideur Opérationnel (le Président Directeur Général) pour mettre en œuvre l'allocation des ressources et évaluer la performance.

Les informations du reporting sont préparées en conformité avec les principes comptables suivis par le groupe (établies selon le référentiel IFRS).

Les secteurs opérationnels du groupe sont :

- Signalisation France
- Sociétés spécialisées
- Activités internationales

La signalisation France regroupe les activités suivantes :

- Signalisation verticale, fourniture, pose et maintenance ;
- Signalisation horizontale et aménagement de chaussées, fourniture et application ;
- Prestation de services en signalisation de chantier.

Les sociétés spécialisées regroupent notamment :

- Equipement floral, fabrication et vente d'équipement floral – Activité de la société ATECH ;
- Mobilier urbain non publicitaire, fabrication et vente – Activité de la société Concept Urbain ;

Les activités internationales regroupent les activités exercées par les filiales internationales du groupe :

- Signalisation verticale, fourniture et pose ;
- Signalisation horizontale, application ;
- Mobilier urbain non publicitaire, vente, installation et maintenance.

La direction évalue la performance des secteurs sur la base du résultat opérationnel courant.

31/03/2019	Signalisation France	Sociétés spécialisées	Activités internationales	Ajustements et éliminations	Total
Chiffre d'affaires externe	30 431	4 373	11 758		46 562
Inter secteurs	270	580	107	(957)	0
Chiffre d'affaires total	30 701	4 953	11 865	(957)	46 562
Résultat opérationnel courant	(2 560)	60	(537)		(3 037)

31/03/2020	Signalisation France	Sociétés spécialisées	Activités internationales	Ajustements et éliminations	Total
Chiffre d'affaires externe	30 637	4 508	9 385		44 530
Inter secteurs	242	580	288	(1 110)	-
Chiffre d'affaires total	30 879	5 088	9 673	(1 110)	44 530
Résultat opérationnel courant	(1 900)	275	(1 821)		(3 446)

Note 6. - Immobilisations incorporelles et goodwill

Les immobilisations incorporelles et goodwill s'analysent comme suit :

a) Variation des goodwill du 30 septembre 2019 au 31 mars 2020

	30/09/2019	Acquisition Perte de valeur	Cession	31/03/2020
Signalisation France	397			397
Sociétés spécialisées	6 701			6 701
Activités internationales	2 816			2 816
Valeur brute	9 914	-	-	9 914
Signalisation France	397			397
Sociétés spécialisées	2 872			2 872
Activités internationales	648			648
Perte de valeur	3 917	-	-	3 917
Signalisation France	-			-
Sociétés spécialisées*	3 829			3 829
Activités internationales**	2 168			2 168
Valeur nette	5 997	-	-	5 997

* Atech : 1 793, Concept : 2 036

** Belgique : 890, Lettonie : 1 120, Roumanie : 158 et Maroc : 0

b) Tests de perte de valeur

Les tests de perte de valeur sont réalisés au niveau de l'Unité Génératrice de Trésorerie pour le secteur « Signalisation France », et par entité pour les secteurs « sociétés spécialisées » (Concept Urbain et Atech) et « activités internationales » (M-2 et ACE).

Signalisation France

Pour rappel, le test de dépréciation réalisé au 30 septembre 2018 avait amené à constater une perte de valeur sur les immobilisations incorporelles et corporelles rattachés à cette Unité Génératrice de Trésorerie d'un montant total de 2 873 K€ (293 K€ sur le goodwill, et 2 580 K€ sur le poste installations et outillages) qui s'ajoute à une

dépréciation de 647 K€ du parc immobilier. Cette perte de valeur a été reprise depuis à hauteur des amortissements pratiqués.

Pour l'UGT Signalisation France, l'activité a connu un très bon niveau sur ce semestre jusqu'à l'arrêt brutal courant mars 2020 lié aux mesures sanitaires décidées par les pouvoirs publics en réponse à la pandémie Covid-19. Lors de cette clôture comptable semestrielle au 31 mars 2020, des indices de pertes de valeur ont été constatés sur cette UGT (arrêt temporaire de l'usine et réduction d'activité notamment). En conséquence, le groupe a réalisé un test de perte de valeur au niveau de cette UGT dont les principales hypothèses sont les suivantes :

- Le budget annuel de l'exercice en cours a été revu à la baisse, et les flux de trésorerie prévisionnels actualisés ont baissé en conséquence du fait de l'impact de la crise sur l'activité de l'UGT (-41% de chiffre d'affaires enregistrés sur le mois de mars 2020, -74% sur le mois d'avril 2020, -33% sur le mois de mai 2020). Post-déconfinement, les premiers éléments à disposition du groupe pour le mois de Juin 2020 semble indiquer un niveau d'activité comparable à l'exercice précédent.
- Le niveau d'activité estimé pour le prochain exercice (2020/2021) reste identique à celui pris en compte pour le test de perte de valeur au 30 septembre 2019. Cette hypothèse est confortée par le niveau d'activité (en avance sur le budget) réalisé sur les 5 premiers mois de l'exercice en cours, par les premiers signes d'un retour à une activité conforme à celle de l'exercice 2018/2019 sur le mois de juin 2020 et par le gain, au cours de ce premier semestre, de deux contrats clients significatifs qui produiront leurs effets au cours de l'exercice 2020/2021.
- Les hypothèses budgétaires retenues pour les exercices clos le 30 septembre 2021 (chiffre d'affaires et EBE notamment) restent identiques à celles retenues lors du test de perte de valeur effectué pour la dernière clôture annuelle (voir états financiers consolidés au 30 septembre 2019).
- Le taux d'actualisation a été mis à jour pour tenir compte d'une évolution de la prime de risque. Le test au 31 mars 2020 a été effectué avec un taux d'actualisation de 8,75% contre 8,50% au 30 septembre 2019.

Sur la base de ces hypothèses, les calculs pratiqués pour cette clôture semestrielle au 31 mars 2020 n'ont pas fait ressortir de perte de valeur à constater.

L'environnement actuel est très incertain et les hypothèses ci-dessus représentent le scénario du Groupe à ce jour. Elles sont susceptibles d'évoluer en fonction de la situation sanitaire et économique.

Analyse de sensibilité :

A titre indicatif, une variation des paramètres de calcul conduirait aux dépréciations suivantes :

	Variation	Dépréciation complémentaire
Taux d'actualisation	+ 0.5 point	0
	- 0.5 point	0
Taux de marge à terme EBE/CA	+ 1.0 point	0
	- 1.0 point	3 767
Taux de croissance	+ 1.0 point	0
	- 1.0 point	450

Sociétés spécialisées

Pour cette clôture semestrielle au 31 mars 2020, le Groupe n'a pas identifié d'indice de perte de valeur pour les entités composant le secteur « sociétés spécialisées » : les résultats restants conformes aux prévisions malgré la crise sanitaire (voir ci-devant la note dédiée à la saisonnalité de l'activité du Groupe).

Un test de perte de valeur sera réalisé au niveau de ces UGT pour les comptes clos au 30 septembre 2020.

Activités internationales

Sur l'entité ACE, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié au 31 mars 2020 : les résultats sont supérieurs aux prévisions malgré la crise liée au Covid.

Sur l'entité M-2, la saisonnalité de l'activité ne permet pas d'identifier d'indice de perte de valeur au 31 mars 2020, l'essentiel de l'activité étant réalisé sur le second semestre (voir ci-avant la note dédiée à la saisonnalité de l'activité du Groupe).

Un test de perte de valeur sera réalisé au niveau de ces UGT pour les comptes clos au 30 septembre 2020.

c) Variation des immobilisations incorporelles

	30/09/2019	Augmentation	Diminution	Variations de périmètre	Variations de changes et autres mouvements*	31/03/2020
Concessions, brevets, licences	2 738	7	-	-	(1 067)	1 678
Autres immobilisations incorporelles	1 967	8	(5)	-	22	1 992
Valeur brute	4 705	15	(5)	-	(1 045)	3 670
Concessions, brevets, licences	1 467	76	-	-	(2)	1 541
Autres immobilisations incorporelles	1 492	76	(5)	-	(45)	1 518
Perte de valeur	2 959	152	(5)	-	(47)	3 059
Concessions, brevets, licences	1 271	(69)	-	-	(1 065)	137
Autres immobilisations incorporelles	475	(68)	-	-	67	474
Valeur nette	1 746	(137)	-	-	(998)	611

* retraitement selon IFRS 16 des locations financières préalablement retraités selon IAS 17.

Note 7. - Immobilisations corporelles et immeuble de placement

Les immobilisations corporelles, hors actifs destinés à la vente, s'analysent comme suit :

	30/09/2019	Acquisition Amort. Dépréciations	Cession	Mouvement de périmètre	Variations de changes et autres	31/03/2020
Terrains et constructions	36 129	29	(66)	-	(633)	35 459
Installations matériels et outillages	27 269	548	(304)	-	(40)	27 473
Autres immobilisations corporelles	14 762	2 425	(191)	-	(177)	16 819
Valeur brute	78 160	3 002	(561)	-	(850)	79 751
Terrains et constructions	18 552	478	(157)	-	(275)	18 598
Installations matériels et outillages	20 827	790	(427)	84	(169)	21 105
Autres immobilisations corporelles	10 846	504	(147)	-	(27)	11 176
Amortissements et dépréciations	50 225	1 772	(731)	84	(471)	50 879
Terrains et constructions	17 577	(449)	91	-	(358)	16 861
Installations matériels et outillages	6 442	(242)	123	(84)	129	6 368
Autres immobilisations corporelles	3 916	1 921	(44)	-	(150)	5 643
Valeur nette	27 935	1 230	170	(84)	(379)	28 872

Au cours du semestre, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont élevées à 3 002 K€ contre 1 195 K€ au 31 mars 2019 et sont liées principalement à l'agrandissement de la société ATECH et au déploiement de notre ERP.

Les dotations aux amortissements de la période se chiffrent à 1 772 K€ contre à 1 941 K€ au 31 mars 2019.

Aucune circonstance particulière n'a donné lieu à d'autres dépréciations.

Immeuble de placement	31/03/2020	30/09/2019
Solde au début de l'exercice	336	336
Augmentations		
Résultat net d'ajustement à la juste valeur		
Solde en fin d'exercice	336	336

Note 8. - Droits d'utilisation

	30/09/2019	Transition IFRS 16	Acquisition Amort. Dépréciations	Cession	Mouvement de périmètre	Variations de changes et autres mouvements	31/03/2020
Biens immobiliers	-	2 368	-	-	-	(12)	2 356
Véhicules de tourisme	-	563	195	-	-	(1)	757
Matériels de transport	-	103	-	-	-	-	103
Matériels informatiques	-	6	7	-	-	-	13
Autres actifs incorporels	-	1 064	-	-	-	-	1 064
Valeurs brutes	-	4 104	202	-	-	(13)	4 293
Biens immobiliers	-	(161)	(437)	-	-	2	(596)
Véhicules de tourisme	-	-	(138)	-	-	-	(138)
Matériels de transport	-	(2)	(14)	-	-	-	(16)
Matériels informatiques	-	-	(2)	-	-	-	(2)
Autres actifs incorporels	-	(44)	(9)	-	-	-	(53)
Amortissements/Dépréciations	-	(207)	(600)	-	-	2	(805)
Valeurs nettes	-	3 897	(398)	-	-	(11)	3 488

Note 9. - Créances clients

Les créances clients et comptes rattachés nettes s'analysent comme suit :

	31/03/2020	30/09/2019
Créances clients et comptes rattachés	21 908	31 740
Dépréciation	(1 221)	(1 095)
Valeur nette des créances clients et comptes rattachés	20 687	30 645

La baisse des créances clients sur le semestre est en lien principalement avec la saisonnalité de l'activité au cours de l'exercice et aux efforts menés en termes de recouvrement.

Note 10. - Trésorerie, équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie du groupe comprennent :

	31/03/2020	30/09/2019
Comptes bancaires et caisses	6 804	6 129
Autres valeurs mobilières de placements	2 023	204
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	8 827	6 333
Concours bancaires courants	(455)	(990)
Solde de la trésorerie nette	8 372	5 343
Comptes bancaires et caisses reclassés en actifs destinés à être cédés	-	-
Concours bancaires courants reclassés en passifs afférents aux actifs destinés à être cédés	-	-
Solde trésorerie repris pour le calcul des flux de trésorerie	8 372	5 343

Les autres valeurs mobilières de placement sont composées de parts de SICAV monétaires euros qui sont liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et soumises à un risque négligeable de variation de valeur.

Note 11. - Distribution de dividendes

L'assemblée générale ordinaire du 26 mars 2020 a décidé de ne pas distribuer de dividende au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2019.

Note 12. - Emprunts portant intérêts

Détail des emprunts :

Emprunts et dettes financières courants	31/03/2020	30/09/2019
Part des emprunts à moins d'un an	3 772	5 570
Dettes financières diverses à moins d'un an	156	66
Concours bancaires courants	455	990
Total	4 383	6 626

Emprunts et dettes financières non courants	31/03/2020	30/09/2019
Part des emprunts à plus d'un an	5 438	4 543
Dettes financières diverses à plus d'un an	131	1 362
Total	5 569	5 905

Echéanciers de remboursement des emprunts non courants :

	31/03/2020 De 1 à 5 ans	31/03/2020 A plus de 5 ans	31/03/2020 Total	30/09/2019
Part des emprunts à plus d'un an	5 062	375	5 438	4 543
Dettes financières diverses à plus d'un an	103	28	131	1 362
Total	5 165	403	5 569	5 905

Le groupe estime que la valeur inscrite au bilan des emprunts portant intérêt correspond à une appréciation raisonnable de leur juste valeur.

L'endettement à long et moyen termes auprès d'établissements de crédit, emprunts classiques et emprunts correspondants à des contrats de crédit-bail ou location financement, se répartit de la façon suivante :

	31/03/2020	30/09/2019
Emprunts à taux fixe	66 %	69 %
Emprunts à taux variable	34 %	30 %
Emprunts à taux variable avec taux plafond garanti	0 %	0 %
Emprunts à taux variable couverts par des swaps	0 %	1 %

Certains emprunts à long et moyen termes ont été contractés par des filiales étrangères du groupe dans leur devise locale.

La répartition des emprunts (convertis en K€) en fonction des devises est la suivante :

Emprunts et dettes financières non courants et courants (Chiffres exprimés en milliers d'euros)	31/03/2020	30/09/2019
Emprunt en Forint Hongrois - HUF	24	27
Emprunt en Couronne Tchèque - CZK	133	109
Emprunt en Leu Roumain - RON	56	61
Emprunt en Dirham Marocain - MAD	1	12
Emprunt en Peso Colombien - COP	99	-

D'une manière générale, certains emprunts souscrits par le groupe sont soumis à des « covenants », susceptibles d'entraîner un remboursement anticipé en cas de non-respect. La dette financière concernée s'élève à 1 270 K€ à fin mars 2020 (contre 1 622 K€ au 30 septembre 2019).

Les calculs de ratios financiers afférents aux « covenants » sont effectués sur une base annuelle et doivent être respectés au 30 septembre.

Au 30 septembre 2019, le groupe respectait ces covenants.

Au cours du semestre, le groupe a contracté de nouveaux emprunts hors crédit-bail pour un montant de 560 K€, reçu au 31 mars 2020.

Au 31 mars 2020, le groupe n'a pas d'instrument de couverture de change.

Note 13. – Dettes de location

Dettes de location courants	31/03/2020	30/09/2019
Solde à l'ouverture	-	-
Augmentation	4 023	-
Diminution	(640)	-
Reclassement	(2 094)	-
Ecart de conversion	(11)	-
Solde à la clôture	1 278	-

Dettes de location non courants	31/03/2020	30/09/2019
Solde à l'ouverture	-	-
Augmentation	-	-
Diminution	-	-
Reclassement	2 094	-
Ecart de conversion	-	-
Solde à la clôture	2 094	-

	31/03/2020 De 1 à 5 ans	31/03/2020 A plus de 5 ans	31/03/2020 Total	30/09/2019
Dettes de location non courants	2 037	57	2 094	-
Total	2 037	57	2 094	-

Note 14. - Retraites et assimilés

Les principes généraux appliqués sont conformes à la norme IAS 19 révisée.

Les engagements de retraite sont présentés au bilan pour leur montant global.

Les impacts des variations des écarts actuariels liés aux engagements (hypothèses actuarielles et effets d'expérience) sont constatés immédiatement en autres éléments du résultat global non recyclables, pour leur montant net d'impôt.

Les impacts des changements de régime sont constatés immédiatement en résultat consolidé.

Aucune modification de régime n'est intervenue au 31 mars 2019.

	Solde au 30/09/2019	Ecart actuariel	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice Utilisées	Solde au 31/03/2020 Non Utilisées	
Avantages postérieurs à l'emploi	3 042	(505)	108	-	(19)	2 625
Total passifs liés aux avantages au personnel	3 042	(505)	108	-	(19)	2 625

Les droits de l'année sont enregistrés en compte de résultat pour un montant net de 109 K€ (avant impôts différés) et les écarts actuariels sont enregistrés en autres éléments du résultat global pour un montant de - 505 K€ (avant impôts différés) au 31 mars 2020.

	31/03/2020	30/09/2019
Valeur actualisée de l'obligation	2 885	3 319
Juste valeur des actifs du régime	-260	-277
Passif enregistré au bilan	2 625	3 042

Hypothèses actuarielles

Les hypothèses prises en compte pour les évaluations aux clôtures 31/03/2020 et 30/09/2019, se déclinent ainsi :

	31/03/2020	30/09/2019
Taux d'actualisation	1.42 %	0.47 %
Hypothèse de taux de progression des salaires	2 %	2 %
Age de départ	62 ans	62 ans
Taux de turnover	4.2 %	4.2 %

Note 15. - Autres passifs courants

Les autres passifs courants se décomposent de la manière suivante :

	31/03/2020	30/09/2019
Avances sur commandes	304	468
Dettes fiscales et sociales	4 975	5 514
Autres dettes	686	527
Ecart de conversion passif	-	1
Produits constatés d'avance	516	435
Total	6 481	6 945

Note 16. - Autres produits et charges opérationnels

Ils incluent les produits et charges non usuels par leur fréquence, leur nature ou leur montant.

	31/03/2020	31/03/2019
Perte de valeur sur goodwill de la société Girod Maroc	-	(94)
Total des pertes de valeur sur goodwill	-	(94)
Valeur nette comptable des immobilisations sorties	(148)	(2 356)
Produits sur cession d'immobilisations	154	2 240
Résultat net sur cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	6	(116)
Valeur nette comptable des titres de participation non consolidés sortis	-	(3 354)
Produit sur cession de titres de participation non consolidés	-	1
Résultat net sur cession de titres de participation non consolidés	-	(3 353)
Reprise provision sur titres de participation non consolidés	-	3 354
Reprise provision sur immobilisations corporelles	320	262
Reprise provision pour perte de valeur d'une construction cédée	-	182
Autres*	125	(53)
Total des autres produits et charges opérationnels	451	276

*Le groupe a reçu au titre d'un litige fournisseurs, des dommages et intérêts à hauteur de 101 K€ concernant un investissement.

Note 17. - Charge d'impôt

L'impôt sur le résultat pour les situations semestrielles clôturant les 31 mars 2020 et 31 mars 2019 est principalement composé de :

	31/03/2020	31/03/2019
Charge d'impôt exigible	42	(188)
Charge d'impôt différée	(178)	(105)
Charge d'impôt consolidée	(136)	(293)

Au 31 mars 2020, les impôts différés actifs au bilan consolidé du Groupe s'élèvent à 45 K€ alors que les impôts différés passifs s'élèvent à 605 K€. Conformément à la norme IAS 12, les impôts différés actifs sont enregistrés si la récupération est jugée probable. Les déficits reportables activés concernant le groupe d'intégration fiscale français s'élèvent à 7 231 K€ sur un total de déficits fiscaux reportables de 10 890 K€. Sur la base des budgets établis dans le cadre des tests de perte de valeur, il a été évalué que ces déficits fiscaux reportables seraient recouverts dans un horizon de temps raisonnable, étant précisé qu'actuellement aucune limitation temporelle d'imputation n'existe au niveau de la fiscalité française. Ainsi, la Direction considère qu'il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces déficits pourront être imputés.

Néanmoins, le Groupe pourrait se retrouver dans l'incapacité de réaliser le montant prévu d'impôts différés si ses revenus taxables futurs et les impôts connexes étaient moins importants que prévus. Le Groupe fonde également ses prévisions quant à l'utilisation des impôts différés sur sa compréhension de la réglementation fiscale, laquelle pourrait cependant être remise en cause, du fait de changement dans la réglementation fiscale et comptable de nature à affecter le montant de ses impôts différés. Si le Groupe considérait qu'il ne pouvait pas, dans les années à venir, réaliser ses impôts différés, il devrait ne plus reconnaître au bilan ces actifs, ce qui aurait un impact défavorable significatif sur le résultat net du Groupe et sur sa situation financière.

Au 31 mars 2020, les impôts différés relatifs aux pertes cumulées des filiales marocaine, espagnole, bulgare, péruvienne et colombienne n'ont pas été reconnus étant donné les incertitudes de récupération dans un avenir proche. Le montant des pertes non reconnues est de 4 711 K€, soit un impôt différé actif non reconnu de 1 072 K€, impôt calculé au taux actuellement en vigueur dans les pays concernés.

Note 18. - Quote-part dans le résultat des entreprises associées

	31/03/2020	31/03/2019
Dominique Defrain	28	21
Amos	16	9
Total	44	30

Note 19. - Passifs éventuels

Les sociétés concernées par le jugement rendu par l'Autorité de la concurrence en décembre 2010, ont fait l'objet de la part de deux entreprises concurrentes et de clients de plaintes visant à obtenir une indemnisation du préjudice qu'ils prétendent avoir subi en conséquence des pratiques anticoncurrentielles sanctionnées par l'Autorité de la concurrence. Le groupe conteste les arguments développés par les plaignantes.

Suite à un jugement en appel concernant un des litiges clients, la provision précédemment constituée a été reprise et correspond exactement à la charge constatée.

Aucune provision pour risque complémentaire n'a été comptabilisée sur la période au titre de ces litiges, sur la base de la meilleure estimation du risque encouru par le groupe.

A l'exception des litiges évoqués ci-dessus, le groupe n'a pas connaissance de litiges ou passifs éventuels dont l'impact sur les états financiers pourrait être significatif et qui n'aurait pas été pris en compte dans l'établissement des comptes consolidés au 31 mars 2020.

Note 20. - Parties liées ayant un contrôle sur le groupe

La société Signaux Girod est contrôlée par la S.A.S. Société Familiale de Gestion Girod elle-même détenue à 100.00 % par la SAS L'Action Girod. Au 31 mars 2020, la SAS Société Familiale de Gestion Girod détient 62.97 % du capital de Signaux Girod SA et 80.73 % des droits de vote.

Les relations avec les parties liées sont restées comparables à celles de l'exercice 2018/2019 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de la période.

Note 22. - Evènements postérieurs à la clôture

Suite à la crise COVID-19, toutes les mesures possibles ont été mises en œuvre pour réduire son impact : report de paiement des charges sociales, des échéances de prêts, des redevances de crédits-baux le cas échéant.

Un état prévisionnel de trésorerie a été réalisé et a permis de nous assurer d'un niveau suffisant de liquidités afin de faire face à nos besoins de financement dans des conditions identiques de paiement de nos fournisseurs et d'encaissement de créances clients.

Les financements de nos investissements se poursuivent et si besoin, le groupe a également la possibilité de demander un prêt garanti par l'Etat (PGE).

La crise du COVID-19 a provoqué une baisse de 64% du chiffre d'affaires sur le mois d'avril 2020 (comparé au mois d'avril 2019) et de 31% sur le mois de mai 2020. Quant au mois de Juin 2020, il est attendu un niveau de chiffre d'affaires comparable à N-1 avec un retour à un niveau quasi normal d'activité.

A. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé, sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation du groupe Signaux Girod, et que le rapport semestriel d'activité figurant page 20 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Bellefontaine, le 24 juin 2020
Claude Girod
Président du conseil d'administration

B. RAPPORT D'ACTIVITE

Les comptes consolidés semestriels et leurs comparatifs ont été arrêtés selon les normes comptables internationales IAS/IFRS en vigueur.

En millions d'euros	2019/2020 1 ^{er} semestre Du 01/10/2019 Au 31/03/2020*	2018/2019 1 ^{er} semestre Du 01/10/2018 Au 31/03/2019	Variations (M€)
Chiffre d'affaires	44.5	46.6	- 2.1
Résultat opérationnel courant	- 3.4	- 3.0	- 0.4
Résultat opérationnel	- 3.0	- 2.8	- 0.2
Résultat net consolidé	- 3.0	- 3.2	+0.2
Résultat net part du groupe	- 3.0	- 3.2	+0.2

* La norme IFRS 16 a été adoptée pour la première fois au 31 mars 2020 avec application de la méthode rétrospective simplifiée sans retraitement de l'exercice comparatif.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe est en baisse de 4.4 % sur cette période.

Le résultat opérationnel courant (ROC) du premier semestre est en retrait en raison de la crise sanitaire et d'une baisse d'activité sur nos filiales étrangères.

Signalisation France (68.8 % du C.A. groupe – ROC : - 1.9 M€) :

Jusqu'au mois de février 2020, l'activité était en progression constante par rapport à l'exercice précédent. L'arrêt brutal de l'activité mi-mars a détérioré le chiffre d'affaires et le résultat du semestre. Il est néanmoins en amélioration par rapport au premier semestre de l'exercice précédent de +0.7 M€.

Sociétés spécialisées (10.1 % du C.A. groupe – ROC : + 0.3 M€) :

Malgré la crise du COVID-19, l'activité et les résultats de ce pôle progressent sur le semestre. Le ROC augmente de 0.2 M€ par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Activités internationales (21.1 % du C.A. groupe – ROC : - 1.8 M€) :

Les filiales internationales subissent un recul d'activité. Des difficultés opérationnelles au sein des filiales espagnole et péruvienne ainsi qu'un retard d'activité en Roumanie, expliquent principalement la détérioration du ROC de 1.3M€ sur la période.

Le niveau actuel de notre trésorerie conjugué à un faible endettement nous permet de disposer d'un horizon de financement de nos activités satisfaisant.

Après une baisse de 47% du chiffre d'affaires sur les mois d'avril et mai, la projection d'activité de juin est comparable à celle réalisée en 2019.

Compte tenu de l'incertitude liée à l'évolution de la crise sanitaire, nous suspendons nos objectifs de l'exercice.

Mise à jour des facteurs de risques et principales incertitudes pour le second semestre

Face à la pandémie inédite de coronavirus (COVID-19), le Groupe a été impacté sur ses différentes activités à compter de la date de confinement qui a conduit à l'arrêt de l'activité de production et des chantiers en cours avec un recul de chiffre d'affaires de 30% comparativement au mois de mars de l'exercice précédent.

Prise en compte des nouveaux risques et incertitudes générés : Nouveau risque COVID-19

La cartographie des risques ainsi que la gestion des risques de notre Rapport financier annuel n'ont pas à être profondément modifiées par cette pandémie ; les risques précédemment présentés perdurent.

Le Groupe estime cependant que la crise sanitaire, économique et sociale liée à la COVID-19 engendre un nouveau risque. La cartographie des risques, révisée annuellement, tiendra compte dans sa prochaine version de cette crise et de ses impacts sur le Groupe.

Il convient de souligner les tendances encourageantes suivantes : le mois d'avril 2020 a connu un recul du chiffre d'affaires de 64% (comparé au mois d'avril 2019), le mois de mai 2020 a connu un recul de 31%. Quant au mois de Juin 2020, il est attendu un niveau de chiffre d'affaires comparable à N-1 avec un retour à un niveau quasi normal d'activité.

Il demeure cependant des incertitudes sur le second semestre principalement liées (1) à l'évolution de l'environnement économique général et (2) à l'évolution du risque sanitaire qui pourrait conduire, le cas échéant, à un nouveau confinement.

GRANT THORNTON

Membre français de Grant Thornton International

17 C, rue Alain Savary – B.P. 1949
25020 Besançon cedex
S.A.S. au capital de € 2 297 184
632 013 843 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres

Tour Oxygène
10-12, boulevard Marius Vivier Merle
69393 Lyon cedex 03
S.A.S. à capital variable
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Signaux Girod

Période du 1^{er} octobre 2019 au 31 mars 2020

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Signaux Girod, relatifs à la période du 1^{er} octobre 2019 au 31 mars 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration le 24 juin 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes V-2 « Méthodes comptables », 8 « Droits d'utilisation » et 13 « Dettes de location » qui exposent les modalités d'application de la nouvelle norme IFRS 16 « Contrats de location » et les incidences liées à son application à partir du 1^{er} octobre 2019.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 24 juin 2020 commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Besançon et Lyon, le 25 juin 2020

Les Commissaires aux Comptes

GRANT THORNTON
Membre français de Grant Thornton International

ERNST & YOUNG et Autres

Frédéric Jentellet

Alexandre Ringuet

Mohamed Mabrouk